



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/685
26 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 12 et 46 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

QUESTION DE CHYPRE

Lettre datée du 23 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 23 octobre 1987 qui vous est adressée par M. Ozer Koray, représentant de la République Turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre des points 12 et 46 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Iltar TURKMEN

ANNEXE

Lettre datée du 23 octobre 1987, adressée au Secrétaire général
par M. Özer Koray

D'ordre de mon gouvernement et s'agissant de la lettre datée du 14 octobre 1987, publiée comme document de l'Organisation des Nations Unies (A/42/661 en date du 20 octobre 1987), que le représentant de l'Administration chypriote grecque vous a adressée, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 4 septembre 1987, adressée au Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa trente-neuvième session, par S. E. M. Kenan Atakol, Ministre des affaires étrangères et de la défense de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier le texte de cette lettre et de son appendice comme document de l'Assemblée générale au titre des points 12 et 46 de l'ordre du jour.

Le représentant,

(Signé) Özer KORAY

APPENDICE

Lettre datée du 4 septembre 1987, adressée au Président de la
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités par M. Kenan Atakol

C'est avec un profond regret et une vive indignation que j'ai pris note de l'adoption, le 2 septembre 1987, d'un projet de résolution présenté par Mme Daes sur la question des droits de l'homme à Chypre qui, non content d'être absolument partial et inspiré par des motifs politiques et de prêter à confusion est en outre parfaitement injuste. La partie chypriote turque qui est l'une des deux parties directement intéressées au différend du Chypre (comme il ressort d'ailleurs clairement de la mission de bons offices du Secrétaire général de l'Organisation auprès de ces deux parties) non seulement n'a pas assisté aux réunions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités mais a été en outre considérée comme non existante et dénuée a fortiori du droit de pouvoir elle aussi s'exprimer sur la question, en contravention de toutes les normes de la démocratie, de la justice et des droits de l'homme aussi bien que des principes qui sont à la base de l'Organisation des Nations Unies. En d'autres termes, la Sous-Commission, en portant un jugement sur cette affaire sans même prendre le temps d'entendre l'une des parties au différend, a elle-même traité avec le mépris le plus total notre droit fondamental de nous faire entendre. Cela suffit à rendre nulle et non avenue ladite résolution et il n'est donc pas question que la partie chypriote turque la considère comme valable ou obligatoire.

Il ne fait pas de doute qu'en adoptant cette résolution, la Sous-Commission s'est malheureusement laissée transformer en outil de la propagande grecque et chypriote grecque; car par le biais de ce document, c'est non pas la protection des droits de l'homme dans l'île que vise la partie grecque, mais l'objectif politique du front commun grec et chypriote grec qui consiste à discréditer la Turquie et la partie chypriote turque dans les instances internationales. C'est pourquoi, alors même que les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la démocratie sont dûment respectés à Chypre-Nord, comme l'ont d'ailleurs signalé de tierces parties impartiales, le premier alinéa du préambule de la résolution fait état de la "persistance des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme à Chypre". Des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme se sont bel et bien produites à Chypre entre 1963 et 1974, période pendant laquelle les Chypriotes turcs ont été massacrés, expulsés par la force de leurs foyers et de toute l'administration publique et privés de surcroît de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales possibles. Les droits fondamentaux n'ont pu être restitués aux Chypriotes turcs qu'après l'opération turque de paix de 1974, qui a suivi le coup d'Etat de juillet 1974 par lequel la junte grecque cherchait à annexer Chypre à la Grèce (ENOSIS).

Aujourd'hui encore, les Chypriotes grecs tentent à leur habitude d'usurper les libertés et droits fondamentaux des Chypriotes turcs, en restreignant leur activité politique et économique à l'étranger. On se rend donc bien compte que, vu ses antécédents et les pratiques auxquelles elle se livre, l'Administration chypriote grecque est la moins bien placée pour parler maintenant des droits de l'homme et encore moins pour se plaindre.

/...

Les Chypriotes grecs ne peuvent travestir les résultats inévitables de leurs efforts de longue date pour s'emparer de toute l'île et l'annexer à la Grèce en les présentant comme une violation de leurs droits de l'homme, afin de chercher un bouc émissaire à leurs propres crimes. Il ne faut pas oublier que ce sont les Chypriotes grecs qui ont créé le problème de Chypre en lançant en 1955 leur campagne sanglante "ENOSIS" qu'ils ont ranimée en 1963 et qui a abouti au violent coup d'Etat de juillet 1974 et que ce sont eux qui perpétuent le conflit en rejetant les documents successifs présentés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies demandant qu'on parvienne à une solution.

Tous les problèmes liés à la question de Chypre, qui sont le résultat direct de cette campagne, ont été abordés dans le document toujours valable (le projet d'accord-cadre sur Chypre) que le Secrétaire général a présenté le 29 mars 1986 aux deux parties dans le cadre de sa mission de bons offices et qui a été accepté par la partie chypriote turque mais rejeté par la partie chypriote grecque. Etant donné que cette dernière n'a manifestement pas la volonté politique de régler la question de Chypre dans son intégralité (comme le prouve le fait qu'elle s'obstine à rejeter les documents pertinents de l'ONU, ainsi qu'on l'a mentionné plus haut), elle s'efforce de détourner l'attention de la question véritablement en jeu, à savoir une solution globale de la question de Chypre sur la base du document précité du 29 mars 1986 et préfère exploiter et isoler les uns des autres les divers aspects de la question dans des instances internationales.

Le cadre approprié pour débattre et finalement régler tous les aspects interdépendants de la question de Chypre est le processus de négociation mené sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Quant à la question purement humanitaire des personnes disparues, dont il est question dans le préambule et dans le dispositif de la résolution, l'organe qui en est déjà chargé est le Comité tripartite des personnes disparues, créé par accord mutuel, dont le mandat stipule que cette question ne sera pas exploitée dans les instances internationales à des fins de propagande. Contrairement à ce principe arrêté d'entente, la partie chypriote grecque, au lieu de faciliter les travaux du Comité, s'ingénie à en entraver les progrès et à internationaliser la question à des fins de propagande dirigée contre la Turquie et les Chypriotes turcs.

C'est ce qui ressort également des allégations formulées par les Grecs et les Chypriotes grecs concernant les prétendus "colons", problème totalement fictif qui a malheureusement été évoqué dans la résolution. La partie chypriote turque rejette absolument le faux jour sous lequel est présenté le processus normal d'immigration dont aucun pays démocratique n'est exempt, qualifié de "colonisation" ou de "tentatives de modification illégale de la structure démographique de Chypre" et tient à rappeler à la Sous-Commission que ce sont les parties grecques et chypriotes grecques qui tentent depuis des décennies de modifier la structure démographique de Chypre par l'apport de milliers d'immigrants grecs et par la tentative d'"helléniser" l'île par le biais de "ENOSIS".

La question des personnes déplacées, mentionnée dans le deuxième alinéa du préambule de la résolution, a été réglée d'entente entre les deux parties à la troisième série de pourparlers intercommunautaires tenue à Vienne du 31 juillet au 2 août 1975. L'accord sur le transfert de population intervenu lors de la réunion a été appliqué sous la supervision et avec l'aide de l'Organisation des

Nations Unies en septembre 1975, ouvrant la voie à un règlement fédératif bizonal de la question de Chypre. Chaque partie aborde et règle depuis de façon interne le problème de ses personnes déplacées. Les dirigeants des deux communautés, le Président Denktas et l'Archevêque Makarios, se sont par la suite entendus lors de la réunion au sommet du 12 février 1977 sur la création d'une République fédérative bizonale.

Par ailleurs, les questions de la liberté de déplacement et d'installation ainsi que le droit à la propriété (mentionné au paragraphe 1 de la résolution) ont été abordés eux aussi dans l'Accord au sommet de 1977. La réglementation et l'exercice de ces libertés doivent tenir pleinement compte du règlement fédératif bicommunautaire et bizonal ainsi que des besoins du peuple chypriote turc en matière de sécurité, envisagés par ledit accord. Toutes ces questions, de même que celles des troupes et des garanties, ont été elles aussi traitées dans le document du Secrétaire général du 29 mars 1986.

Il reste donc à la partie chypriote grecque à accepter ce document, ce que, dans son intransigeance caractéristique, elle n'a pas fait jusqu'ici, pour qu'on puisse commencer véritablement à négocier en vue d'une solution globale. En attendant, je tiens à souligner que les résolutions de cette nature ne peuvent qu'accroître l'intransigeance de la partie grecque et ne favorisent pas la perspective d'une solution de la question de Chypre.

Le Ministre des affaires étrangères et
de la défense de la République turque
de Chypre-Nord,

(Signé) Kenan ATAKOL
